

Les femmes disent NON à la politique de destruction massive du gouvernement. OUI, à de nouvelles mesures qui garantissent le bien-être de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses, OUI à une sécurité sociale fédérale forte, Oui à une fiscalité plus juste pour une société solidaire.

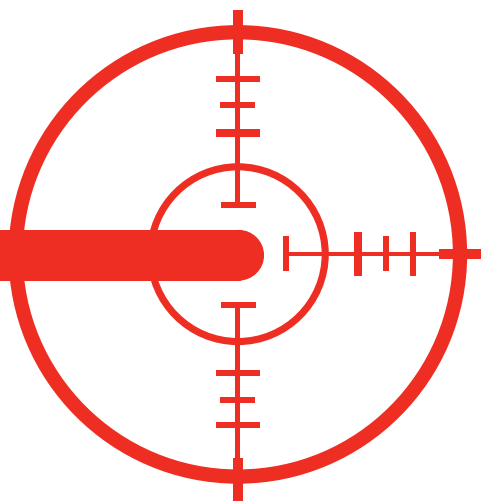
Nous refusons de nous taire !

Rejoignez-nous à **10h30** sur la **place Saint-Jean à Bruxelles**, au pied de la statue de Gabrielle Petit. La fin de la manifestation est prévue vers **14h00** à la **Tour des Finances** (Jardin Botanique).

Tout le monde est le bienvenu pour renforcer cette action.

Dress code : **rouge** et noir

Le combat contre les discriminations envers les femmes est un combat syndical qui nous concerne tous, femmes et hommes.



Plus d'info: www.fgtb.be

 [syndicatFGTB](https://www.facebook.com/syndicatFGTB)

 [@_fgtb](https://twitter.com/_fgtb)

FGTB

Ensemble, on est plus forts

FGTB | www.fgtb.be

Toute reprise ou reproduction totale ou partielle du texte de ce dépliant n'est autorisée que moyennant mention explicite des sources.
Editeur responsable: Rudy De Leeuw © mai 2015
Ne pas jeter sur la voie publique!

Action du 4 juin



**LES FEMMES EN LIGNE DE MIRE
DU GOUVERNEMENT**

Des carrières plus longues pour un salaire et une pension moindres, moins de protection sociale, des services publics plus onéreux et moins nombreux, une fiscalité injuste et asociale...

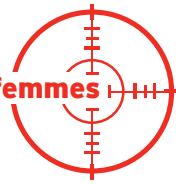
Si tous les travailleurs sont concernés, la FGTB constate néanmoins que les mesures d'austérité du gouvernement Michel touchent plus sévèrement les femmes, pour lesquelles l'addition est particulièrement salée.

Les femmes sont véritablement dans la ligne de mire de ce gouvernement misogyne.

C'est inacceptable !

FGTB

Un gouvernement misogyne qui cible particulièrement les femmes



Stop aux mesures d'austérité défavorables aux femmes !

La **FGTB** exige le respect de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses. Ce gouvernement fait tout le contraire.

- **Pouvoir d'achat** : sachant que les femmes subissent un handicap salarial par rapport aux hommes et occupent pour beaucoup un emploi à temps partiel, elles subiront davantage les conséquences du **saut d'index**.
- **L'âge légal de la pension** est porté à 67 ans. **La pension anticipée** n'est possible qu'à partir de 63 ans, avec une carrière de 42 ans. Lorsque l'on sait que la carrière moyenne des femmes en Belgique n'est que de 34 ans et que le montant minimum de pension est calculé sur 45 ans, il devient évident que les mesures du gouvernement poussent toutes ces femmes dans la précarité.
- La durée d'un **crédit-temps sans motif** ne sera plus assimilée pour le calcul de la pension. Toutes les périodes assimilées (chômage, crédits-temps...) risquent de ne plus être prises en compte.
- Pension publique : plutôt que d'aligner **les pensions** du secteur privé vers celles du **secteur public**, l'harmonisation se fera à la baisse et ne tiendra plus compte des années d'étude.
- Il est devenu impossible d'opter pour **le RCC ou la prépension** et l'âge pour pouvoir prétendre à des crédits-temps de fin de carrière est relevé de 55 à 60 ans. Nous vivons bien sûr un peu plus longtemps qu'avant, mais pas forcément toujours en bonne santé.
- Le complément de chômage perçu en cas de travail involontaire à temps partiel (appelé **allocation garantie de revenu-AGR**), sera diminué de moitié en 2017. Concrètement, cela signifie que 40.000 travailleurs, essentiellement des femmes (2/3), se verront amputées d'une part de revenu substantielle.
- **Visite domiciliaire** : le gouvernement viole la vie privée des chômeurs et des chômeuses. Ce sont les plus fragilisés qui trinqueront, ceux qui n'auront pas la force de s'y opposer...

La FGTB exige une meilleure prise en compte de la spécificité du travail des femmes.

- Augmenter le revenu minimum car les femmes ont les salaires les plus faibles ;
- Développer l'offre des services collectifs accessibles à tous (accueil des enfants, des aînés en perte d'autonomie, d'un enfant malade) ;
- Valoriser le temps plein et lutter contre le temps partiel imposé ;
- Défendre les droits des femmes enceintes, souvent victimes de discrimination ;
- Garantir un meilleur accès des femmes aux formations ;
- Rendre obligatoire le congé de paternité ;
- Renforcer la liaison bien-être aux allocations sociales ;
- Imposer une meilleure répartition des richesses et une fiscalité juste ;
- Exiger le retrait de toutes les mesures châtiments qui ciblent davantage les femmes et tendre vers une réelle individualisation des droits ;
- Supprimer l'écart salarial (encore de 20%) entre les femmes et les hommes ;
- Maintenir et renforcer la prise en compte des périodes assimilées, par le calcul de la carrière y compris dans le crédit-temps ;
- Garantir un niveau de pension décent pour toutes en appliquant un taux de remplacement de 75% ;
- Renforcer les services publics et respecter la fonction publique. Les protéger c'est nous protéger !!!
- Tenir compte des contraintes de la vie privée dans l'organisation du travail, en particulier des femmes ;
- La réduction collective du temps de travail sans perte de salaire, dans le cadre d'un partage équitable des richesses et du travail disponible n'est pas une utopie. C'est l'alternative solidaire : le juste partage des richesses, le plein emploi pour tous, l'égalité femme/homme, la conciliation des vies, la construction de droits individuels complets, le financement d'une sécurité sociale fédérale forte et solidaire.